

Manifestations dans les Pays de la Loire

16.03.16

Les agriculteurs ont mené de nouvelles actions dans les Pays de la Loire, comme en Mayenne où des opérations de contrôle des marchandises des camions ont eu lieu dans la nuit de mardi à mercredi, ce malgré les annonces lundi de la Commission européenne.

Réunis vers 22h00 mardi soir à Laval, les agriculteurs se sont rendus vers minuit au péage de La Gravelle sur la N157/A81 pour contrôler l'origine de la marchandise des camions. Selon la gendarmerie, ils étaient au plus fort 230 manifestants sur place. Ils ont quitté les lieux vers 2h00.

« Face au manque de volonté des laiteries, le prix du lait pour les producteurs tombe et ne se relève pas. [...] Nous demandons à bénéficier d'une juste répartition des marges des entreprises laitières », expliquent dans un communiqué les FDSEA et JA 53.

Mercredi matin, à Vay (Loire-Atlantique), ce sont cette fois une dizaine de militants de la Confédération paysanne qui ont bloqué symboliquement un camion de lait de Lactalis.

« La vache et le prisonnier »

En marge de ces rassemblements, une trentaine d'agriculteurs ont manifesté au Mans, déguisés sur le thème de « La vache et le prisonnier ». Ils protestent contre « les auditions policières » qui « s'enchaînent pour les responsables de la FDSEA et des Jeunes Agriculteurs, ainsi que pour les adhérents ayant participé de près ou de loin à des actions syndicales » et ce « depuis la visite impromptue au domicile de Stéphane Le Foll ».

Lundi la Commission européenne a annoncé de nouvelles mesures de soutien à l'agriculture, comme la possibilité de recourir à une mesure permettant aux opérateurs du secteur laitier de s'entendre, sur une base volontaire, sur des limitations de la production pour une période de six mois (renouvelable une fois) afin de mettre fin à l'effondrement des prix.

Mais « la gestion volontaire de la production proposée risque cependant d'être insuffisante. Nous doutons de l'efficacité d'un tel dispositif fondé sur le volontariat, sans précision ni des volumes, ni du financement de cette mesure », ont estimé dans un communiqué les FRSEA et JA de Bretagne.

Mardi, la Commission européenne a aussi autorisé la France à expérimenter l'étiquetage de l'origine des viandes et du lait dans les produits transformés durant un an, ce que réclamaient depuis longtemps les syndicats agricoles